L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 7 FEVRIER 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DEPOT de LIMET, Marchand-Tailleur - Successeur.

PRIX DES L'ABONNEMENTS

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18, plus timbres, $2 par trimestre, $4. Prix d'un numéro, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Vendredi :
Par an, $10 par trimestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces commerciales, placées à côté de celle dans diverses parties du journal, paieront $1 25 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces judiciaires de la page éditorial paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces placées par batonnets, paieront comme annonces judiciaires pour chaque insertion.
Les annonces au texte, dans la page éditoriale, paieront $10 par le carré par mois.
Les annonces paieront régulièrement et seront des annonces suivi, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces commerciales, tel exemple qu'il sera nouveau ou ancien; mais dans le cas où les annonces ne seront pas ainsi payées, elles paieront $2 par carré.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents par ligne pour chaque insertion.
Toutes annonces inséparables dont être payés d'avance, nos comptes des personnes faisant régulièrement de nos comptes leur qui se trouvera à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 7 FEVRIER.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que des départs faits ou donnés, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le shériff, à la Bourse des Marchands et des Banquiers.—Un terrain situé dans la Troisième District, au coin des rues Claiborne et d'Espagne.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan.—Vente par ordre et à crédit, de marchandises sèches étrangères et de mode; meubles, etc.

Par Forstall & Spear, au No 32 rue Bienville.—Grande vente de marchandises sèches étrangères et de mode.

Par E. Turpin, à son magasin d'encan.—Brandy, whisky, genièvre, vinaigre, vin blanc, huile d'olive, pur vinaigre, etc.

Par E. Rogé & Co, à leurs salles d'encan.—300 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par Merrick, Bohn & Co, aux écuries d'Autremont de la Levee.—Beaux chevaux et mules.

Par John G. Richon, au No 30 de la rue Bienville.—Meubles, literie, meubles et chaises.

Par O. Valeri, au No 67 de la rue Toulouse.—Jambons et beurre.

Par D. E. Murphy, au No 67 de la rue des Magasins.—Chaloupe.

Par Hoffman & Morris, au No 32 de la rue de Chartres.—Habillements, linges, mois de voyage, chapeaux, la belle montre ovarie.

☞ Achetez vos bonbecries chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

ATTENTION!

☞ Vente à deux mois de crédit d'un terrain d'un coin dans la Troisième District.

Le shérif d'Orléans procédera aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Banquiers, rue Royale, à l'adjudication d'un terrain situé à l'encoignure des rues Claiborne et d'Espagne, Troisième District.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

GRANDE VENTE A CREDIT.
Marchandises sèches étrangères et nouveautés.

La question des acheteurs de la ville et de la campagne, ne est appelée sur la vente aux enchères, de cent cinquante-neuf colis de marchandises sèches étrangères, également cent quinze caisses marchandises sèches américaines, toutes de récente importation, comprenant la vente la mieux choisie et la plus assortie de la saison, par VINCENT & Co. (AU QUARTIER HAUT) 7 du courant, à leur salle d'encan, 16 rue de Chartres.

Un Compromis.

Lorsque, l'année dernière, l'amendement constitutionnel qui visait d'être rejeté par les législatures du Sud, fut présenté au Congrès, nous nous sommes l'occasion de discuter la question de la base de la représentation. Nos idées à ce sujet n'ont pas changé; nous pensons toujours que la base légitime de la répartition doit être la population, sans avoir égard au plus ou au moins grand nombre de citoyens admis au droit de vote par la législation de chaque Etat. C'était et c'est encore le principe admis dans tous les Etats du Nord, chacun d'eux ayant droit à un représentant par 127,000 habitants. On ne déduit de la population ni les femmes, ni les mineurs, ni les étrangers non naturalisés, ni les citoyens natifs ou naturalisés qui sont exclus du droit de vote par les lois locales parce qu'ils ne paient pas de taxes ou parce qu'ils ne savent ni lire ni écrire (comme dans le Massachusetts). Ce principe admis jusqu'ici pour la répartition du nombre des représentants entre les divers Etats, repose sur cette donnée que ce ne sont pas les intérêts des électeurs seulement mais bien ceux de tous les habitants de l'Etat qui doivent être représentés au Congrès. Tout Etat du Nord est pu réduire le nombre de ses électeurs de neuf dixièmes en exigeant des votants de justifier du versement de mille piastres d'impôts ou de toute autre qualification, sans perdre pour cela un seul de ses représentants. Les républicains noirs n'auraient pas plus d'ombrage de cette réduction des votants, du moment qu'elle n'eût pas été fondée sur une distinction de race ou de couleur.

Cette distinction existait, compte en mit, dans l'ancien régime; la population servile ne comptait que pour les trois cinquièmes de son nombre dans la population des Etats à esclaves consacrés, ne lui point de vue de la répartition. Par suite de l'abolition, et sous l'empire de la législation actuelle, les affranchis comptent-ils, pour leur entière total dans les calculs à faire pour répartir le nombre des représentants, nombre qui est fix à 6 pour tous les Etats-Unis, par une loi de 1861. Si cette loi n'était pas changée, les Etats du Sud conséquemment les Etats du Nord. C'est de résultat que la majorité congressionnelle a vu, sans doute en adoptant l'amendement soumis aujourd'hui.

La chose principale de cet amendement déclare que dans tout Etat où le droit de vote sera refusé à raison de la race ou de la couleur, tous ceux qui appartiendront à la race exclue, ne comptiront pas dans la population qui devra servir de base à la répartition. Ainsi les affranchis qui, comme esclaves, comptaient pour les trois cinquièmes de leur nombre, ne compteront plus pour rien. Les anciens Etats à esclaves ne perdraient donc un nombre assez considérable de représentants, également cent quinze caisses marchandises sèches américaines, toutes de récente importation, comprenant la vente la mieux choisie et la plus assortie de la saison, par VINCENT & Co. (AU QUARTIER HAUT) 7 du courant, à leur salle d'encan, 16 RUE DE CHARTRES.

Un Compromis.

Lorsque, l'année dernière, l'amendement constitutionnel qui visait d'être rejeté par les législatures du Sud, fut présenté au Congrès, nous nous sommes l'occasion de discuter la question de la base de la représentation. Nos idées à ce sujet n'ont pas changé; nous pensons toujours que la base légitime de la répartition doit être la population, sans avoir égard au plus ou au moins grand nombre de citoyens admis au droit de vote par la législation de chaque Etat. C'était et c'est encore le principe admis dans tous les Etats du Nord, chacun d'eux ayant droit à un représentant par 127,000 habitants. On ne déduit de la population ni les femmes, ni les mineurs, ni les étrangers non naturalisés, ni les citoyens natifs ou naturalisés qui sont exclus du droit de vote par les lois locales parce qu'ils ne paient pas de taxes ou parce qu'ils ne savent ni lire ni écrire (comme dans le Massachusetts). Ce principe admis jusqu'ici pour la répartition du nombre des représentants entre les divers Etats, repose sur cette donnée que ce ne sont pas les intérêts des électeurs seulement mais bien ceux de tous les habitants de l'Etat qui doivent être représentés au Congrès. Tout Etat du Nord eut pu réduire le nombre de ses électeurs de neuf dixièmes en exigeant des votants de justifier du versement de mille piastres d'impôts ou de toute autre qualification, sans perdre pour cela un seul de ses représentants. Les républicains noirs n'auraient pas plus d'ombrage de cette réduction des votants, du moment qu'elle n'eût pas été fondée sur une distinction de race ou de couleur.

Cette distinction existait, compte en mit, dans l'ancien régime; la population servile ne comptait que pour les trois cinquièmes de son nombre dans la population des Etats à esclaves consacrés, ne lui point de vue de la répartition. Par suite de l'abolition, et sous l'empire de la législation actuelle, les affranchis comptent-ils, pour leur entière total dans les calculs à faire pour répartir le nombre des représentants, nombre qui est fix à 6 pour tous les Etats-Unis, par une loi de 1861. Si cette loi n'était pas changée, les Etats du Sud conséquemment les Etats du Nord. C'est de résultat que la majorité congressionnelle a vu, sans doute en adoptant l'amendement soumis aujourd'hui.

La chose principale de cet amendement déclare que dans tout Etat où le droit de vote sera refusé à raison de la race ou de la couleur, tous ceux qui appartiendront à la race exclue, ne comptiront pas dans la population qui devra servir de base à la répartition. Ainsi les affranchis qui, comme esclaves, comptaient pour les trois cinquièmes de leur nombre, ne compteront plus pour rien. Les anciens Etats à esclaves